



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1994/875
26 juillet 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 25 JUILLET 1994, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE
SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT PAR INTÉRIM DE L'ALLEMAGNE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Au nom de l'Union européenne, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint
le texte d'une déclaration de l'Union européenne sur le Rwanda, publiée le
22 juillet 1994.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent par intérim

(Signé) Gerhard HENZE

Annexe

[Original : anglais et français]

COMMUNIQUÉ DE LA PRÉSIDENTE AU NOM DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LE RWANDA

L'Union européenne (UE) exprime une nouvelle fois l'horreur que lui inspirent les tueries et les épreuves de millions de réfugiés rwandais et de personnes déplacées dans leur propre pays, qui sont confrontés à la faim, à la maladie et à la mort. L'UE mettra tout en oeuvre pour atténuer les souffrances de la population rwandaise touchée et espère une réaction générale à l'échelle mondiale en faveur d'un soutien au Rwanda. Mise à part les contributions bilatérales significatives de ses États membres, l'UE a déjà fourni une aide humanitaire considérable, s'élevant à environ 200 millions d'écus depuis octobre 1993, en faveur de la population du Rwanda et des pays voisins. En plus, la Commission a versé plus de 22 millions d'écus ces derniers jours et elle négocie avec les États ACP le versement dans la semaine prochaine d'une partie des reliquats du Fonds européen du développement.

L'Union européenne prie instamment les pays voisins du Rwanda de jouer un rôle constructif en usant de leur influence sur les parties au conflit pour trouver une solution politique à la crise. À cet égard, l'UE prend note de la formation d'un nouveau gouvernement à Kigali, qui comprend plusieurs groupements politiques. L'UE lance un appel aux forces politiques pour qu'elles coopèrent dans l'esprit de l'Accord d'Arusha et invite toutes les parties de bonne foi à participer à un gouvernement démocratique largement représentatif, rassemblant toutes les forces modérées et bénéficiant du large soutien du peuple rwandais. L'UE attend que toute mesure soit prise par le nouveau gouvernement pour rassurer les populations et les inciter à retourner sur leurs terres. L'UE considère également que les responsables des crimes contre l'humanité commis ces derniers mois devraient être dûment traduits en justice.

Il ne sera pas facile de réaliser la réconciliation nationale, de remettre en état les infrastructures physiques détruites et de préparer un retour à la vie normale pour tous les citoyens, traumatisés par une guerre civile marquée par des massacres sans précédent. L'UE est prête à aider le nouveau gouvernement dans ses efforts visant à reconstruire le pays. Elle demande instamment que la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) élargie soit déployée le plus rapidement possible. L'UE salue le travail effectué inlassablement au Rwanda par les organisations non gouvernementales et les institutions des Nations Unies, ainsi que les efforts de la MINUAR et de la France, qui ont permis de sauver la vie d'innombrables Rwandais.
